

Consultation publique de la CRE relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz  
des consommateurs gazo-intensifs

**Contribution d'EON**

EON remercie la CRE d'associer les acteurs du marché de l'énergie à une réflexion sur les conditions de mise en œuvre de l'article 39 de la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne dans le domaine du développement durable.

En propos liminaires, EON souhaiterait soulever plusieurs problématiques posées par cette consultation.

Tout d'abord, E.ON souhaite souligner sa surprise de découvrir durant l'été la mise en place d'une consultation relative à l'accès aux réseaux de transport de consommateurs gazo-intensifs alors même que le sujet n'a pas fait l'objet de discussions au sein de la Concertation Gaz.

Ainsi, E.ON s'interroge sur la pertinence de cette consultation dans la mesure où le décret précisant les contours du statut de « gazo-intensif » et listant les sites concernés n'est pas encore connu. L'existence de ce décret est un pré-requis pour aboutir à une réflexion pertinente. En l'absence de ce texte, E.ON estime qu'il est extrêmement compliqué de se prononcer sur la détermination d'une quelconque option.

De plus, les deux solutions proposées par la CRE suppose le fait que le statut de gazo-intensif serait accordé aux sites exclusivement situés dans le sud de la France alors même que les principes de la loi n'introduisent pas de critères de localisation géographique pour être éligible mais cite que : « *le rapport entre le volume de gaz naturel consommé et la valeur ajoutée de l'entreprise ; les activités pouvant être reconnues comme exposées à la concurrence internationale ; la structure de la consommation de gaz naturel des sites bénéficiaires et son impact sur les infrastructures gazières* » seront les critères pris en compte pour définir le statut.

Dans cette perspective, EON estime ainsi que la CRE interprète la loi en proposant à certains sites situés dans la zone Sud un accès privilégié à la capacité Nord Sud. Cette proposition est très restrictive, non pertinente et discriminatoire. La mise en œuvre des différentes dispositions prévues, notamment les « *conditions particulières d'accès aux réseaux de transport et de distribution de gaz naturel* » et les « *conditions particulières d'approvisionnement* » doit s'apprécier dans son ensemble. Par ailleurs ces dispositions doivent être applicables à tous les sites gazo-intensifs quelle que soit leur localisation géographique.

Par conséquent, EON considère que les solutions envisagées par la CRE focalisées sur un critère géographique et sur l'allocation prioritaires de la capacité Nord/Sud ne sont pas appropriées. Ainsi, ni l'option 1 ni l'option 2 ne sont recevables. Il conviendra donc de trouver une 3<sup>ème</sup> voie à la mise en œuvre de la loi une fois l'arrêté définissant le statut de gazo-intensif publié.

Pour EON, cette « troisième voie » pourrait s'attacher à réajuster pour les gazo-intensifs certains termes tarifaires fixes existants (par exemple en redéfinissant le terme de capacité de livraison pour



les gazo-intensifs ou en agissant sur d'autres termes tarifaires) payés par tous les utilisateurs du réseau et péréqués. En outre EON considère que cette troisième voie devra respecter les grands principes suivants :

- Ne pas discriminer géographiquement les sites éligibles au statut de gazo-intensif.
- Ne pas discriminer les sites en fonction de leur modulation. Le volume de capacité attribué à chaque gazo-intensif au titre de son statut pourrait correspondre à sa consommation physique journalière moyenne.
- Ne pas biaiser le processus de fusion des zones. La mise en œuvre des dispositions ne doit préempter le processus de fusion des zones, ni supprimer l'intérêt de mener à bien ce processus pour certains sites.
- Ne pas biaiser les processus de commercialisation des capacités par enchères. La mise en œuvre des dispositions ne doit pas conduire à distordre le processus d'enchères et notamment son prix en créant un système parallèle.
- Ne pas désoptimiser le système global d'allocation de la capacité de transport en augmentant le problème de congestion pour certains sites et en le réduisant pour d'autres.
- Permettre la constitution d'un véritable marché européen du gaz, avec des prix de marché représentatifs des congestions potentielles, tout en cherchant à maximiser les capacités permettant le transit du gaz en Europe. La « préférence nationale » ne peut s'appliquer, comme la CRE la soulignait vis-à-vis de la BNetzA à propos du retrait des capacités à Medelsheim par OGE.

**Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

Comme exprimé en préambule EON n'est pas favorable à cette option.

Une proposition permettant d'octroyer des « *conditions particulières d'accès aux réseaux de transport et de distribution de gaz naturel* » ne respecte pas les grands principes énoncés par EON :

- Cette option s'attache à la localisation géographique du site.
- Cette option instaure une discrimination entre les acteurs puisque les sites considérés comme gazo-intensifs bénéficieraient de la fusion des zones avant les autres sites ce qui est contraire au code réseau européen.
- L'attribution privilégiée de la capacité à certains sites en dehors du processus d'enchères va contribuer à biaiser la formation du prix de la capacité.
- En sortant du processus des enchères 40 GWh/j de capacité, la problématique de congestion Nord/Sud serait certainement amoindrie pour les sites bénéficiaires mais la renforcerait pour le reste des consommateurs. En outre, cette opération pourrait même avoir un bilan global négatif. En effet, il existe un risque fort de sous-optimisation de ces 40 GWh/j, car l'obligation pesant sur le GRT entrainera une approche conservatrice dans la gestion des capacités. avec un risque de « capacity hoarding ».



**Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette première option ?**

EON s'interroge sur la gestion opérationnelle de l'équilibrage par le gestionnaire de réseau. Les 40 GWh/j en fonction de leur modalité d'allocation et de leur gestion au regard de l'équilibrage pourraient ne pas suffire à la consommation des gazo-intensifs. Dès lors, le gestionnaire de réseau se verrait dans l'obligation d'avoir recours au marché afin d'assurer l'acheminement, ce qui in fine contribuerait à désoptimiser le système en faisant augmenter le prix de la capacité et les coûts pour les utilisateurs du réseau.

**Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

Comme déjà exprimé EON n'est pas favorable à l'option 2.

Outre les remarques déjà évoquées ci-dessus, il faut noter que cette solution ne prévoyant pas la nomination par les clients ou par le gestionnaire de réseau de la capacité utilisée ; il est impossible de contrôler si la capacité allouée au titre du statut de gazo-intensif est physiquement utilisée par le site concerné. Un expéditeur ou un site pourrait valoriser la capacité acquise au tarif régulé auprès d'un autre consommateur ou expéditeur et bénéficier ainsi d'un effet d'aubaine.

Par ailleurs, un site gazo-intensif pourrait très bien se voir octroyer de la capacité à un prix régulé afin de couvrir son utilisation prévisionnelle et revendre le différentiel sur le marché, avec qui plus est un risque de « capacity hoarding », notamment lié au fait que les gazo-intensifs sont également des fournisseurs de gaz dans le Sud. Cette situation pourrait conduire à une augmentation des prix de la capacité pour les autres expéditeurs et consommateurs.

**Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette seconde option ?**

Pas de commentaires

**Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?**

Pas de commentaires